

§ 4. Les services ou parties de services chargés de la coordination internationale sont transférés de la Direction générale du Potentiel économique au Bureau du Président.

**Art. 5.** Dans tout arrêté autre que celui-ci, les mots qui se trouvent dans la colonne de gauche, sont remplacés par les mots correspondants qui se trouvent dans la colonne de droite :

1° Secrétariat général	Bureau du Président
2° Administration de l'Energie	Direction générale de l'Energie
3° Administration de la Politique commerciale	Direction générale de la Régulation et de l'Organisation du Marché
4° Administration des Relations Economiques	Direction générale du Potentiel économique
5° Administration de l'Information économique	Direction générale de la Statistique et de l'Information économique
6° Administration de la Qualité et de la Sécurité	Direction générale de la Qualité et de la Sécurité
7° Administration de l'Inspection économique	Direction générale du Contrôle et de la Médiation
8° Institut National de Statistique	Direction générale de la Statistique et de l'Information économique

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

**Art. 7.** Notre Ministre ayant l'Economie et l'Energie dans ses attributions, Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture et Notre Ministre ayant la Protection de la Consommation dans ses attributions, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 novembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Economie et de l'Energie,  
Mme F. MOERMAN

La Ministre des Classes Moyennes et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 4637

[C - 2003/22998]

**7 OCTOBRE 2003.** — Arrêté royal portant approbation du premier contrat d'administration de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins et fixant des mesures en vue du classement de cette Caisse parmi les institutions publiques de sécurité sociale

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour objet principal d'exécuter un certain nombre de dispositions de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, qui a introduit en sécurité sociale le concept des contrats d'administration.

§ 4. De diensten of het deel van de diensten belast met internationale coördinatie worden overgeheveld van de Algemene Directie Economisch Potentieel naar het Bureau van de Voorzitter.

**Art. 5.** In alle andere besluiten dan dit besluit worden de woorden van de linkerkolom door de overeenstemmende woorden van de rechterkolom vervangen :

1° Secretariaat-generaal	Bureau van de Voorzitter
2° Bestuur Energie	Algemene Directie Energie
3° Bestuur Handelsbeleid	Algemene Directie Regulering en Organisatie van de Markt
4° Bestuur Economische Betrekkingen	Algemene Directie Economisch Potentieel
5° Bestuur Economische Informatie	Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie
6° Bestuur Kwaliteit en Veiligheid	Algemene Directie Kwaliteit en Veiligheid
7° Bestuur Economische Inspectie	Algemene Directie Controle en Bemiddeling
8° Nationaal Instituut voor de Statistiek	Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

**Art. 7.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid Economie en Energie behoren, Onze Minister van Middenstand en Landbouw en Onze Minister tot wiens bevoegdheid Consumentenzaken behoren, worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 november 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Energie,  
Mevr. F. MOERMAN

De Minister van Middenstand en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 4637

[C - 2003/22998]

**7 OKTOBER 2003.** — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de eerste bestuursovereenkomst van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden en betreffende de vaststelling van de maatregelen tot rangschikking van bedoelde Kas bij de openbare instellingen van sociale zekerheid

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit waarvan wij de eer hebben aan uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft als hoofdoel een aantal bepalingen uit te voeren van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, voert in de sociale zekerheid het concept van bestuursovereenkomsten in.

Depuis les années 80, la responsabilisation des acteurs de la sécurité sociale est une préoccupation politique importante. Il s'agit de préserver les acquis de la sécurité sociale tout en assurant un financement durable. Une nouvelle étape a été franchie en 2002 avec la mise en œuvre des premiers contrats d'administration conclus entre l'Etat belge et des parastataux sociaux. Le but est de doter la sécurité sociale d'un nouveau cadre de travail qui, grâce à une responsabilisation de la gestion administrative, permettra d'accroître l'efficacité des services offerts.

#### Principes généraux des contrats d'administration

Dans le rapport au Roi de l'arrêté précité du 3 avril 1997, un contrat d'administration y est défini comme étant "une convention entre l'organe qui délègue (l'Etat) et l'organe qui exécute la tâche (l'institution de sécurité sociale : le comité de gestion et la personne chargée de la gestion journalière), ce dernier devant fournir un certain produit (c'est-à-dire un service) en disposant pour ce faire d'une liberté suffisante dans la détermination de l'organisation interne et dans l'utilisation du budget qui lui est accordé." Il y est aussi précisé que "les contrats d'administration avec les organismes de sécurité sociale ont uniquement trait à la gestion des organismes et non au contenu des programmes sociaux. Les changements généraux par rapport à la situation administrative antérieure concernent :

- la définition formelle des produits ("output");
- l'attribution des moyens ("input") nécessaires;
- l'attribution de pouvoirs plus étendus quant à l'utilisation des moyens;
- les accords conclus quant à la surveillance de l'évolution et la justification;
- les contrats explicites dans lesquels tout ceci est fixé.

Ce type de contrat offre principalement les avantages suivants : une gestion plus efficiente par l'organisme, une prise de conscience accrue du coût, ce qui entraînera des économies, une plus grande satisfaction dans le travail et des processus décisionnels plus rapides. »

Les autorités politiques restent donc compétentes pour définir la politique sociale, dans le respect des procédures de concertation avec les partenaires sociaux, et pour attribuer les missions aux organismes parastataux. Une fois ces missions définies, ceux-ci sont tenus responsables de leur exécution et du degré d'efficacité de cette exécution dans le cadre de l'autonomie de gestion qui leur est accordée. Le but des contrats d'administration est de responsabiliser les institutions publiques de sécurité sociale en matière d'efficacité administrative.

La relation de tutelle existant actuellement entre un Ministre et un organisme sera remplacée par une relation contractuelle définissant les engagements de chacun. Concrètement, le contrat d'administration définit les missions de l'organisme, fixe des objectifs en matière d'efficacité administrative, ainsi qu'un budget de gestion devant lui permettre de réaliser ces objectifs. Par ailleurs, un nouveau cadre légal et réglementaire fournit à l'organisme une plus grande autonomie en matière de budget et de personnel.

Le contrat d'administration règle les matières suivantes (article 5, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997) :

« 1° les tâches que l'institution assume en vue de l'exécution de ses missions qui lui sont confiées par ou en vertu de la loi ou par décision du Gouvernement;

2° les objectifs quantifiés en matière d'efficacité et de qualité concernant ces tâches;

3° dans la mesure où les institutions ont des contacts directs avec le public, les règles de conduite vis-à-vis du public;

4° les méthodes permettant de mesurer et de suivre le degré de réalisation des objectifs et des règles de conduite;

5° le mode de calcul et la détermination des crédits de gestion mis à disposition pour l'exécution de ces tâches;

6° le mode de calcul et la détermination du montant maximal des crédits en matière de personnel réservés aux agents statutaires;

7° dans le cadre déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les sanctions positives pour l'institution en cas de respect des engagements découlant du contrat d'administration;

8° dans le cadre déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les solutions possibles ou les sanctions en cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements découlant du contrat d'administration.

Sinds de jaren '80 is de responsabilisering van de actoren van de sociale zekerheid een belangrijke politieke bekommernis. Het gaat om het bewaren van de verworvenheden van de sociale zekerheid, terwijl een duurzame financiering verzekerd blijft. Een nieuwe stap werd gezet in 2002 met de inwerkingtreding van de eerste bestuursovereenkomsten, gesloten tussen de Belgische Staat en de sociale parastatale. De doelstelling is de sociale zekerheid uit te rusten met een nieuw werkkader, dat dankzij een responsabilisering van het administratief beheer zal toelaten de doeltreffendheid van de aangeboden diensten te verhogen.

#### Algemene beginselen van de bestuursovereenkomsten

In het verslag aan de Koning van het voornoemde besluit van 3 april 1997 wordt een bestuursovereenkomst bepaald als zijnde « een contract tussen het orgaan dat delegeert (de Staat) en het orgaan dat de taak uitvoert (de instelling van sociale zekerheid : het beheerscomité en persoon belast met het dagelijks bestuur), waarbij deze laatste een bepaalde output (d.i. dienstverlening) moet leveren en daartoe over voldoende ruimte beschikt in de inrichting van de interne organisatie en in de aanwending van het hem toegemeten budget ». Er wordt ook gepreciseerd dat « de bestuursovereenkomsten met instellingen van sociale zekerheid enkel betrekking hebben op het beheer van de instellingen en niet op de inhoud van de sociale programma's. De algemene veranderingen t.o.v. de vroegere bestuurlijke situatie behelzen hierbij :

- uitdrukkelijk omschrijven van producten en diensten (output);
- daaraan gekoppeld toekennen van middelen (input);
- toekennen van grotere bevoegdheden inzake het gebruik van middelen;
- afspraken over bewaking van voortgang en verantwoording;
- één en ander vastgelegd in expliciete contracten.

De belangrijkste voordelen van dit soort overeenkomst zijn : een efficiëntere bedrijfsvoering door de instelling, een grotere mate van kostenbewustheid, met als gevolg besparingen, een betere arbeidsvoering en snellere besluitvormingsprocedures ».

De politieke overheid blijft dus bevoegd voor het bepalen van het sociaal beleid, met eerbiediging van de overlegprocedures met de sociale partners en om opdrachten toe te kennen aan de parastatale instellingen. Zodra deze opdrachten bepaald, worden deze instellingen verantwoordelijk gehouden voor hun uitvoering en de graad van doeltreffendheid van deze uitvoering in het kader van de bestuursautonomie die hen zal worden toegekend. Het doel van de bestuursovereenkomsten is de openbare instellingen van sociale zekerheid te responsabiliseren inzake administratieve efficiëntie.

De relatie van toezicht die heden bestaat tussen een Minister en een instelling wordt vervangen door een contractuele relatie die ieders verplichtingen bepaalt. Dit betekent concreet dat de bestuursovereenkomst de opdrachten van de instelling bepaalt, de doelstellingen inzake administratieve efficiëntie vaststelt, evenals een beheersbegroting die haar in staat moet stellen deze doelstellingen te bereiken. Bovendien zorgt een nieuw wettelijk en reglementair kader ervoor dat de instelling over een grotere autonomie beschikt inzake begroting en personeel.

De bestuursovereenkomst regelt de volgende aangelegenheden (artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997) :

« 1° de taken die de instelling op zich neemt ter vervulling van de opdrachten die haar door of krachtens de wet, of bij Regeringsbeslissing zijn toevertrouwd;

2° de gekwantificeerde doelstellingen inzake efficiëntie en kwaliteit met betrekking tot deze taken;

3° in de mate dat de instellingen rechtstreeks contact hebben met het publiek, de gedragsregels ten aanzien van het publiek;

4° de methodes voor het meten en het opvolgen van de mate waarin de doelstellingen en gedragsregels worden nageleefd;

5° de berekeningswijze en de vaststelling van de beheerskredieten die voor de uitvoering van deze taken ter beschikking worden gesteld;

6° de berekeningswijze en de vaststelling van het maximaal bedrag aan personeelskredieten dat betrekking heeft op statutaire ambtenaren;

7° binnen het kader bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, de positieve sancties voor de instelling bij naleving van de verbintenissen uit de bestuursovereenkomst;

8° binnen het kader bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, de oplossende maatregelen of sancties bij niet-naleving door één der partijen van haar verbintenissen uit hoofde van de bestuursovereenkomst.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du § 2, 7° et 8°. »

Les premiers contrats d'administration sont conclus pour une durée de trois ans.

Le degré de réalisation des objectifs sera déterminé sur base d'indicateurs qui seront mesurés périodiquement et qui seront repris dans des tableaux de bord. A côté de cela, les institutions publiques de sécurité sociale établiront un plan d'administration, plan qui indiquera la façon dont les tâches attribuées seront exécutées en vue de la réalisation des objectifs définis dans le contrat d'administration.

Le budget des institutions publiques de sécurité sociale ayant conclu un contrat sera constitué de deux parties :

- un budget des missions comprenant les recettes et les dépenses relatives aux missions légales de l'institution;
- un budget de gestion comprenant les recettes et les dépenses relatives à la gestion de l'institution.

Dans le budget de gestion, on distinguera :

- les dépenses de personnel;
- les dépenses de fonctionnement;
- les dépenses d'investissement.

Le budget de gestion ne peut comporter que des crédits limitatifs, à l'exception des crédits relatifs aux impôts, redevances dues en vertu de dispositions fiscales ou relatifs à des procédures ou décisions judiciaires. L'organe de gestion pourra toutefois décider de transférer des crédits dans le budget de gestion d'un même exercice budgétaire moyennant l'avis favorable du commissaire du gouvernement représentant le Ministre du budget.

Les crédits prévus pour les dépenses d'investissement ou pour les dépenses de fonctionnement liées au programme d'investissements, qui n'auront pas été utilisés pendant l'exercice budgétaire, seront réinscrits dans le budget de gestion de l'exercice suivant, pour autant que cela soit nécessaire à l'exécution du programme d'investissement. Le budget des missions pourra, lui, comporter des crédits non limitatifs.

En matière de personnel, l'organe de gestion pourra fixer de manière autonome le cadre organique. Celui-ci décrira l'ensemble des emplois qui sont ou peuvent être occupés par des agents statutaires ou du personnel contractuel. Une relation sera établie entre le cadre organique et l'organigramme fonctionnel de l'institution, jetant ainsi la base d'une véritable politique en matière de personnel.

Le contrôle sera exercé comme précédemment par l'intermédiaire de deux commissaires du gouvernement : un, représentant le ministre de tutelle et un autre, représentant le Ministre du Budget. Le rôle de ces commissaires est toutefois élargi : "Les commissaires devront être considérés comme les représentants du gouvernement dans le cadre d'une relation contractuelle où les deux parties s'efforcent ensemble d'atteindre les objectifs fixés. Ceci implique une plus grande participation des commissaires au fonctionnement de l'organisme et une plus grande prise de responsabilité de leur part, par exemple en ce qui concerne la déclaration en temps utile des risques de non respect des engagements" (commentaire des articles de l'AR du 3 avril 1997). Chaque année une concertation entre les commissaires du gouvernement, l'organe de gestion et l'administrateur général de l'organisme devra avoir lieu afin d'évaluer la bonne exécution du contrat d'administration.

#### Le contrat d'administration de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins

Une réunion bilatérale avec la C.S.P.M. a eu lieu le 28 novembre 2002. Elle réunissait outre une délégation de l'institution, des représentants des différents Cabinets concernés, des représentants du Service public fédéral Budget et du Service public fédéral sécurité sociale, un représentant du Commissaire du gouvernement à la sécurité sociale, ainsi que les Commissaires du gouvernement et/ou délégués du Ministre des Finances auprès de l'organisme. Le contrat a été examiné sous l'angle de sa conformité aux dispositions légales, en particulier à l'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, sous l'angle de sa conformité à la politique économique, sociale et financière de l'Etat, ainsi que sous l'angle du respect de la Charte de l'assuré social et de la simplification administrative.

§ 2, 7° et 8° treden in werking op een door de Koning te bepalen datum. »

De eerste bestuursovereenkomsten worden voor een duur van drie jaar worden afgesloten.

De graad van verwezenlijking van de doelstellingen zal worden bepaald op basis van indicatoren die periodiek zullen gemeten worden en die opgenomen zullen worden in de boordtabellen. Hiernaast zullen de openbare instellingen van sociale zekerheid een bestuursplan opmaken waarin de wijze wordt uiteengezet waarop de toegekende taken zullen worden uitgevoerd met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen die zijn bepaald in de bestuursovereenkomst.

De begroting van de openbare instellingen van sociale zekerheid die een overeenkomst hebben afgesloten zal bestaan uit twee delen :

- een opdrachtenbegroting, die de ontvangsten en de uitgaven bevat betreffende de wettelijke opdrachten van de instelling;
- een beheersbegroting, die de ontvangsten en de uitgaven bevat betreffende het beheer van de instelling.

In de beheersbegroting wordt een onderscheid gemaakt tussen :

- de personeelsuitgaven;
- de werkingsuitgaven;
- de investeringsuitgaven.

De beheersbegroting kan slechts limitatieve kredieten bevatten, met uitzondering van de kredieten betreffende belastingen, verschuldigde bijdragen krachtens fiscale bepalingen of uitgaven ingevolge gerechtelijke procedures of beslissingen. Het beheersorgaan kan echter beslissen kredieten in de beheersbegroting van eenzelfde boekjaar over te dragen mits het gunstig advies van de regeringscommissaris die de Minister van Begroting vertegenwoordigt.

De kredieten die voorzien zijn voor de investeringsuitgaven of voor de met het investeringsprogramma verbonden werkingsuitgaven, die niet tijdens het begrotingsjaar zullen opgebruikt zijn, zullen opnieuw worden ingeschreven in de beheersbegroting van het volgende begrotingsjaar, voor zover dit nodig is voor de uitvoering van het investeringsprogramma. De opdrachtenbegroting, daarentegen, zal niet-limitatieve kredieten mogen bevatten.

Inzake personeel zal het beheersorgaan zelfstandig het organieke kader mogen vaststellen. Hierin zal het geheel worden beschreven van de betrekkingen die bekleed worden of bekleed kunnen worden door het statutair of het contractueel personeel. Een verhouding zal worden vastgesteld tussen het organieke kader en het functionele organigram van de instelling, wat zodoende de basis vormt voor een echt beleid inzake personeel.

De controle zal zoals daarvoor worden uitgeoefend door middel van twee regeringscommissarissen : een die de toezichthoudende minister vertegenwoordigt en een ander die de Minister van Begroting vertegenwoordigt. De rol van deze commissarissen is echter belangrijker geworden : « Ze moeten voornamelijk gezien worden als de vertegenwoordigers van een andere partij in een contractuele relatie, waarbij beide partijen gezamenlijk streven naar het bereiken van de vooropgestelde doelstellingen op de meest efficiënte manier. Dit impliceert een grotere betrokkenheid van de regeringscommissarissen bij de werking van de instelling en het opnemen, door deze laatsten, van een aantal verantwoordelijkheden inzake het tijdig aangeven van risico's tot niet-naleving van de bestuursovereenkomst » (commentaar bij de artikelen van het K.B. van 3 april 1997). Jaarlijks zal er een overleg moeten plaatsvinden tussen de regeringscommissarissen, het beheersorgaan en de administrateur-generaal van de instelling, ten einde de goede uitvoering van de bestuursovereenkomst te evalueren.

#### De bestuursovereenkomst van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden

Een bilaterale vergadering werd met de H.V.K.Z. op 28 november 2002 gehouden. Behalve een afvaardiging van de instelling, vertegenwoordigers van de verschillende betrokken Kabinetten, vertegenwoordigers van het Federale Overheidsdienst Begroting en van het Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, een vertegenwoordiger van de Regeringscommissaris voor de sociale zekerheid en de Regeringscommissarissen en/of afgevaardigden van het Ministerie van Financiën bij de instelling waren op deze vergadering aanwezig. Voor de overeenkomst werd nagegaan of ze in overeenstemming was met de wettelijke bepalingen, inzonderheid artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met het economisch, sociaal en financieel beleid van de Staat, met het Handvest van de sociaal verzekerde en met de administratieve vereenvoudiging.

Pour les dépenses normées (dépenses de personnel, fonctionnement et investissement hors informatique), la croissance autorisée en 2004 et 2005 est, en principe, l'indice santé et la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son programme de stabilité.

La C.S.P.M. considère le contrat d'administration comme un outil visant à poursuivre la modernisation fonctionnelle de la sécurité sociale.

La première priorité à cet égard est de s'assurer que l'Organisme continue à bien fonctionner.

Les missions prioritaires de la C.S.P.M. :

La perception et la répartition des cotisations de sécurité sociale des armateurs et des marins de la marine marchande.

Aussi le contrat d'administration comprend-t-il surtout des objectifs qualitatifs relatifs à ces activités opérationnelles : l'immatriculation des armateurs et l'actualisation du répertoire des armateurs, la perception des cotisations et la gestion du compte armateurs, l'enregistrement et la vérification de la déclaration, la collecte et la transmission des données administratives qui sont nécessaires pour l'octroi des droits aux assurés sociaux, l'information des armateurs, la mise à disposition des informations statistiques.

Pour ce qui a trait aux prestations réalisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1968, la C.S.P.M. fournit à l'A.S.B.L. CIMIRE les données nécessaires en vue de l'inscription au compte individuel des données relatives aux salaires et aux temps de travail. Les données relatives aux salaires et aux temps de travail concernant les prestations réalisées avant cette date sont fournies directement et par dossier à l'O.N.P.

En vertu de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 portant modification et coordination des statuts de la C.S.P.M., l'Organisme est chargé de la gestion administrative et financière de l'assurance soins de santé, de l'assurance indemnités (indemnité pour incapacité de travail et allocation pour frais funéraires) et de l'assurance maternité du secteur des marins de la marine marchande.

Au sein de la C.S.P.M. a été établi le service social pour marins (A.R. du 20/5/1976) ayant la mission d'attribuer des avantages financiers aux marins et aux membres de leur famille dignes d'être pris en considération.

Les Fonds Louis et Christian Sheid ont la même intention.

La C.S.P.M. détermine et accorde l'indemnité pour navigation en temps de guerre à bord d'un navire naviguant sous pavillon belge ou allié.

Par souci de plus d'efficacité, la "Maison Maritime" créée et maintenue par la C.S.P.M. réunit plusieurs services maritimes.

Pour réaliser ces objectifs, la C.S.P.M. a besoin d'un cadre du personnel qui rencontre ses besoins.

En outre, la C.S.P.M. fait des efforts considérables pour moderniser la sécurité sociale de la marine marchande.

La C.S.P.M. s'engage pendant la durée du présent contrat d'administration, à contribuer à la réalisation de la simplification administrative et de l'échange électronique des données.

Ceci signifie concrètement la participation à la mise en oeuvre du site portail de la sécurité sociale, qui est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2001 pour l'ensemble des institutions de sécurité sociale.

Ces éléments font en sorte que la C.S.P.M. doit disposer de suffisamment de moyens d'actions.

La C.S.P.M. s'est efforcée de respecter les marges budgétaires déterminées par les pouvoirs publics. S'il propose des adaptations, celles-ci s'expliquent par le rôle qu'elle joue dans le régime spécifique de sécurité sociale des marins de la marine marchande et par l'échelle de l'organisme.

Voor de genormeerde kosten (personeelskosten, werkingskosten en investeringen uitgezonderd informatica), is de toegestane verhoging in 2004 en 2005 in principe de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van zijn stabiliteitsprogramma.

De H.V.K.Z. beschouwt de bestuursovereenkomst als een middel tot de verdere functionele modernisering van de sociale zekerheid der zeelieden.

De eerste prioriteit hierbij is het verzekeren van het verder goed functioneren van de Instelling.

De basisopdrachten van de H.V.K.Z. :

De inning en verdeling van de sociale zekerheidsbijdragen van reders en zeelieden ter koopvaardij.

De bestuursovereenkomst bevat dan ook in de eerste plaats kwalitatieve doelstellingen met betrekking tot deze operationele activiteiten : het inschrijven van reders en het bijhouden van het redersrepertorium, de inning van de bijdragen en het beheer van de redersrekening, het boeken en nazicht van de aangifte, het inzamelen en doorgeven van de administratieve gegevens die noodzakelijk zijn voor het toekennen van de rechten aan de sociaal verzekerden, het informeren van reders, het ter beschikking stellen van statistische informatie.

Met het oog op de inschrijving van de arbeidsgegevens op de individuele rekening verstrekt de H.V.K.Z. de nodige gegevens aan de V.Z.W. CIMIRE voor prestaties vanaf 1 januari 1968. Voor prestaties vóór deze datum worden de loopbaangegevens rechtstreeks en per dossier aan de R.V.P. verstrekt.

Krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten van de H.V.K.Z., is de Instelling belast met het administratief en financieel beheer van de verzekering voor geneeskundige verzorging, van de uitkeringsverzekering (de uitkering voor arbeidsongeschiktheid en de uitkering voor begrafenis kosten) en van de moederschapverzekering voor de sector van de zeelieden ter koopvaardij.

In de schoot van de H.V.K.Z. werd een sociale dienst der zeelieden opgericht (K.B. van 20/5/1976) met als opdracht aan zeelieden en hun gezinsleden die zich in een behartigenswaardige toestand bevinden, een financiële bijstand te verlenen.

Een zelfde doelstelling wordt betracht door de legaten Louis en Christian Sheid.

De H.V.K.Z. stelt de rechten vast en betaalt de vergoeding voor vaart in oorlogstijd onder Belgische of geallieerde vlag.

In een streven naar een efficiënte dienstverlening werden verschillende maritieme diensten ondergebracht in het Maritiem Huis' dat door de H.V.K.Z. werd opgericht en beheerd.

Om deze doelstellingen waar te maken, heeft de H.V.K.Z. nood aan een personeelskader dat aan haar behoeften voldoet.

Daarnaast levert de H.V.K.Z. aanzienlijke inspanningen op het vlak van de modernisering van de sociale zekerheid van de koopvaardij.

De H.V.K.Z. verbindt zich ertoe om tijdens de duur van deze bestuursovereenkomst, mee te werken aan de verwezenlijking van de administratieve vereenvoudiging en elektronische gegevensuitwisseling.

Dit betekent concreet de deelname aan de werking van de portaalsite van de sociale zekerheid die sinds 1 oktober 2001 operationeel is voor het geheel van de instellingen van sociale zekerheid.

Dit vereist dat de H.V.K.Z. over voldoende werkingsmiddelen moet kunnen beschikken.

De H.V.K.Z. heeft getracht binnen de budgettaire marges te blijven zoals die door de Overheid bepaald zijn. Indien zij aanpassingen voorstelt, zijn deze te verklaren door de rol die zij speelt binnen het bijzonder stelsel van sociale zekerheid der zeelieden ter koopvaardij en door de schaal van de instelling.

Enfin, ce contrat d'administration fait également office de levier pour développer des instruments de responsabilisation et une bonne gestion, comme par exemple les tableaux de bord. Cet instrument assure, premièrement, une meilleure gestion et un meilleur fonctionnement au niveau interne et, deuxièmement, facilite le contrôle externe.

Dans ce domaine, la C.S.P.M. souhaite collaborer à la réalisation d'un audit social permanent sur la gestion et le fonctionnement des parastataux sociaux.

Les engagements de l'Etat, communs à tous les contrats d'administration, portent sur :

- La concertation de l'Etat avec les institutions de sécurité sociale lors des modifications de la législation;
- Le respect d'un plan de trésorerie pour le versement des subventions et du financement alternatif;
- La prise en compte, lors de l'évaluation du contrat, d'événements de force majeure ou de décisions politiques qui auraient eu des conséquences sur la réalisation du contrat;

- L'assurance d'une collaboration efficace des services publics fédéraux dans les missions où une collaboration avec une institution est nécessaire.

Dans le chapitre portant sur les crédits de gestion, il est prévu, pour tous les organismes, un même montant au-delà duquel toute décision d'acquérir, construire, rénover ou aliéner un bien immobilier est soumise à une autorisation préalable. Il s'est avéré nécessaire de prévoir également une autorisation préalable du ministre de tutelle et du Ministre du Budget pour l'affectation du produit de la vente de biens mobiliers ou immobiliers.

Le présent arrêté a été adapté aux remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis n° 34.681/1 du 30 janvier 2003.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE  
Le Ministre des Affaires sociales,  
R. DEMOTTE  
La Ministre de la Fonction publique,  
Mme M. ARENA

**7 OCTOBRE 2003. — Arrêté royal portant approbation du premier contrat d'administration de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins et fixant des mesures en vue du classement de cette Caisse parmi les institutions publiques de sécurité sociale**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1<sup>er</sup>, lettre D, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié par les lois des 13 février 1998, 22 février 1998, 22 mars 1999, 12 août 2000, 2 janvier 2001, 19 juillet 2001, 30 décembre 2001 et 24 décembre 2002, et les arrêtés royaux des 8 avril 2002, 23 avril 2002, 29 avril 2002 et 10 décembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, I, 3<sup>o</sup>, remplacé par l'arrêté royal du 19 mai 1995;

Deze bestuursovereenkomst is tenslotte eveneens een hefboom om instrumenten van responsabilisering en goed beheer te ontwikkelen, zoals bijvoorbeeld de boordtabellen. Dit instrument verzekert intern een beter beheer en een betere werking en vergemakkelijkt ook de externe controle.

De H.V.K.Z. wenst in dit domein mee te werken aan de verwezenlijking van een permanente sociale audit over het beheer en de werking van de sociale parastatalen.

De verbintenissen van de Staat, gemeenschappelijk aan alle bestuurs-overeenkomsten, houden in :

- Het overleg van de Staat met de instellingen van sociale zekerheid naar aanleiding van wijzigingen van de wetgeving;
- Het eerbiedigen van een thesaurieplan voor de storting van de subsidies en van de alternatieve financiering;
- Het in rekening brengen, tijdens de evaluatie van de overeenkomst, van gebeurtenissen van overmacht of van politieke beslissingen die gevolgen zouden kunnen hebben op de verwezenlijking van de overeenkomst;

- De verzekering van een doeltreffende samenwerking van de federale overheidsdiensten in de opdrachten waar een samenwerking met een instelling noodzakelijk is.

In het hoofdstuk dat handelt over de beheerskredieten, wordt er voor alle instellingen eenzelfde bedrag voorzien waarboven elke beslissing om een onroerend goed te verwerven, te bouwen, te renoveren of te vervreemden onderworpen wordt aan een voorafgaande machtiging. Er wordt eveneens een voorafgaande machtiging voorzien van de voogdijminister en van de minister van begroting voor de affectatie van de opbrengst van de verkoop van roerende of onroerende goederen.

Het besluit werd aangepast aan de bemerkingen geformuleerd door de Raad van State in zijn advies nr. 34.681/1 van 30 januari 2003.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE  
De Minister van Sociale Zaken,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
Mevr. M. ARENA

**7 OKTOBER 2003. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de eerste bestuursovereenkomst van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden en betreffende de vaststelling van de maatregelen tot rangschikking van bedoelde Kas bij de openbare instellingen van sociale zekerheid**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, littera D, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gewijzigd bij de wetten van 13 februari 1998, 22 februari 1998, 22 maart 1999, 12 augustus 2000, 2 januari 2001, 19 juli 2001, 30 december 2001 en 24 december 2002, en de koninklijke besluiten van 8 april 2002, 23 april 2002, 29 april 2002 en 10 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, § 1, I, 3<sup>o</sup>, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu le premier contrat d'administration conclu le 24 janvier 2003 entre l'Etat belge d'une part et la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins d'autre part;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.681/1 du Conseil d'Etat, donné le 30 janvier 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Affaires sociales, et de Notre Ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le contrat d'administration annexé au présent arrêté est approuvé.

**Art. 2.** L'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 2002, 23 avril 2002, 29 avril 2002 et 10 décembre 2002, est complété comme suit : "Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins".

**Art. 3.** A l'article 1<sup>er</sup>, lettre D, de la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, tel qu'il a été modifié à ce jour, les mots "Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins" sont supprimés.

**Art. 4.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, I, 3°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal du 19 mai 1995, les mots "Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins" sont supprimés.

**Art. 5.** Le présent arrêté et le contrat d'administration ci-annexé produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

**Art. 6.** Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Fonction publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 octobre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Affaires sociales,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Fonction publique,

Mme M. ARENA

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de eerste bestuursovereenkomst die op 24 januari 2003 werd gesloten tussen enerzijds de Belgische Staat en anderzijds de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 december 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies nr. 34.681/1 van de Raad van State, gegeven op 30 januari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en modernisering van de openbare besturen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bij dit besluit gevoegde bestuursovereenkomst wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 2002, 23 april 2002, 29 april 2002 en 10 december 2002, wordt aangevuld als volgt : « Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden ».

**Art. 3.** In artikel 1, letter D, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd tot op heden, vervallen de woorden « Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden ».

**Art. 4.** In artikel 1, § 1, I, 3°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995, vervallen de woorden « Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden ».

**Art. 5.** Dit besluit en de bijgevoegde bestuursovereenkomst hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

**Art. 6.** Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 oktober 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Sociale Zaken,

R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,

Mevr. M. ARENA

Annexe à l'arrêté royal du 7 octobre 2003

**Projet de contrat d'administration entre l'Etat belge  
et la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins 2003 - 2005**

Entre l'Etat belge, représenté conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté de responsabilisation par M. Johan Vande Lanotte, Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, M. Frank Vandenbroucke, Ministre des Affaires sociales et des Pensions et M. Luc Van den Bossche, Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

et

la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, représentée conformément à l'article 7, § 2 de l'arrêté de responsabilisation par M. Lode Hancké, Président du Comité de Gestion, M. Nuytemans, M. François et M. Victor, gestionnaires, et par M. Laurent Bassez, Directeur et M. Raymond De Ketelaere, Directeur adjoint,

il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Article 1<sup>er</sup>. Dans le présent contrat d'administration, on entend par :

1. "La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins" (C.S.P.M.) : la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins visée à l'article 5 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande;

2. "le Comité de gestion" : le Comité de gestion de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins visé à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

3. "l'Arrêté de responsabilisation" : l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997;

4. "le Ministre" : le Ministre qui est compétent pour les affaires sociales;

5. "les tableaux de bord" : les tableaux de bord tels que visés à l'article 10 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

6. « le Plan d'administration » : le plan d'administration visé à l'article 10 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Art. 2. Le présent contrat d'administration est conclu dans le cadre des dispositions de l'article 5 de l'arrêté de responsabilisation. Il fixe les règles et les conditions spéciales selon lesquelles la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins exerce les missions qui lui sont confiées par la loi.

Le présent contrat d'administration produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et cessera d'exister le 31 décembre 2005.

Art. 3. Le présent contrat d'administration a pour seul but de régler la manière dont la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins exécute avec efficacité et avec un grand souci de qualité la politique définie par les autorités politiques. Ceci implique l'apport d'expérience et d'expertise dans le développement, l'évaluation et la correction de la politique.

Les parties s'engagent à respecter les dispositions en matière de gestion paritaire, dans un esprit de concertation ouverte et permanente. Le Comité de gestion est, de concert avec la gestion journalière, un partenaire à part entière dans le cadre du contrat d'administration. Le rôle de la gestion paritaire dans l'exécution de la sécurité sociale sera ainsi souligné et renforcé.

Le choix politique pour le cadre juridique d'un contrat engendre le remplacement du rapport d'autorité classique par un rapport plus contractuel. Les deux parties s'engagent dès lors à une concertation structurelle et à des accords réciproques en tant que partenaires équivalents.

Afin de permettre à la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins l'exécution qualitative de sa mission, l'Etat s'engage à mettre les moyens justifiés et convenus à sa disposition. Il s'agit d'une condition substantielle pour que la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins puisse être tenue au respect des engagements dans le cadre du présent contrat.

Les engagements qui résultent du présent contrat d'administration sont valables à condition que la mission ne subisse pas de changement. Lors de l'évaluation, il sera dès lors uniquement tenu compte des décisions politiques prises en exécution de la mission telle que fixée à la date de la signature du présent contrat.

CHAPITRE II. — *Tâches de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins*

Art. 4. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, établi en 1845 sous la forme d'une caisse d'assurance sociale, s'est développée en une institution de sécurité sociale à part entière s'occupant de la gestion d'une partie importante de la sécurité sociale dans son intégralité des marins de la marine marchande.

Les conditions de l'assujettissement au régime sont plus spécifiquement réglées par l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

La législation relative au contrat d'engagement maritime cadre dans le droit maritime.

En sa qualité d'institution parastatale, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'occupe de la perception et de la répartition des cotisations de sécurité sociale des employeurs et des travailleurs.

Il est tenu compte des voyages maritimes pour la vérification des déclarations. Ces périodes ne coïncident donc pas nécessairement avec la fin du mois ou du trimestre.

Pour ce qui a trait aux prestations réalisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1968, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins fournit à la asbl CIMIRE les données nécessaires en vue de l'inscription au compte individuel des données relatives aux salaires et aux temps de travail. Les données relatives aux salaires et aux temps de travail concernant les prestations réalisées avant cette date sont fournies directement et par dossier à l'ONP.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins gère l'assurance particulière maladie et invalidité en faveur des marins prévue par l'arrêté royal du 24 octobre 1936. Outre des indemnités pour des actes médicaux préventifs, la législation prévoit ses propres critères d'évaluation relatifs à l'incapacité de travail et à l'invalidité.

Au sein de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins a été établi le service social pour marins (A.R. du 20 mai 1976) ayant la mission d'attribuer des avantages financiers aux marins et aux membres de leur famille dignes d'être pris en considération.

Les Fonds Louis et Christian Sheid ont la même intention.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins détermine et accorde l'indemnité pour navigation en temps de guerre à bord d'un navire naviguant sous pavillon belge ou allié.

Par souci de plus d'efficacité, la « Maison maritime », créée par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins, réunit plusieurs services maritimes. De plus récente date s'y trouvent aussi des services régionaux de plusieurs parastatales.

### CHAPITRE III. — *Objectifs quantifiés en matière d'efficacité et de qualité concernant la perception et la répartition des cotisations sociales*

#### Tâches et objectifs en ce qui concerne l'immatriculation

Art. 5. La Caisse de Secours de Prévoyance en faveur des Marins attribue un numéro d'immatriculation à toute personne physique ou morale qui sollicite son inscription au répertoire des armateurs occupant du personnel assujéti à la sécurité sociale.

Sur la base des renseignements fournis par les armateurs la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins tient à jour le répertoire contenant toutes les données relatives à l'identification des employeurs.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à envoyer aux personnes qui sollicitent leur inscription au répertoire des armateurs un document d'inscription dans les cinq jours ouvrables après réception de la demande.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à traiter la demande d'inscription ou d'assujettissement dans les cinq jours ouvrables après réception de la demande, soit :

- en l'inscrivant à l'ordre du jour du premier Comité de gestion;
- en sollicitant un complément d'information.

Au besoin, l'identifiant unique, qui reste à élaborer, sera intégré.

#### Tâches et objectifs en matière de contrôle

Art. 6. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins vérifie si les normes et les règles sont respectées par les armateurs assujettis à l'arrêté-loi du 7 février 1945. Ceci implique entre autres le contrôle et l'enregistrement de la déclaration et s'il le faut la rectification de la déclaration. La vérification de l'emploi est effectuée en collaboration avec le Pool des Marins.

La surveillance de la conformité et de l'exactitude des données individuelles ainsi que l'enregistrement démarrent dans les 10 jours ouvrables après réception de la déclaration.

Dans le mois après l'enregistrement de la déclaration le lien est établi avec la comptabilité.

Toutefois, cet engagement suppose que les modifications éventuelles de la loi soient apportées à temps, si bien que tous les éléments nécessaires au contrôle de la déclaration sont disponibles.

#### Tâches et objectifs en matière de perception des cotisations de sécurité sociale

Art. 7. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins vérifie si les employeurs respectent leurs obligations en matière de paiement de leurs cotisations de sécurité sociale.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins mène à cet effet une politique de suivi active à l'égard de ces employeurs par la tenue à jour de comptes individuels et par le recouvrement des cotisations dues.

Cette tenue à jour des comptes implique la vérification et la comptabilisation des recettes journalières, la communication de situations de comptes, la mise en place de procédures administratives de recouvrement par l'établissement de documents de mise en garde ou de rappels assortis de sanctions civiles. Si le recouvrement par voie administrative n'a pas l'effet souhaité, le recouvrement par voie judiciaire est entamé afin de disposer le plus vite possible d'un titre exécutoire.

La tenue à jour des comptes implique également la surveillance du respect des délais de paiement légaux ou des délais accordés par le juge en cas de procédure judiciaire.

Dès qu'est constaté le non-respect du titre d'exécution, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins entame la procédure d'exécution forcée.

Au niveau des objectifs en matière de gestion des comptes individuels des employeurs, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à la vérification des recettes journalières et à l'imputation dans les 10 jours ouvrables après la réception des données par les relevés de compte bancaires.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à traiter les demandes de délais de paiements et de situations de compte dans les 10 jours ouvrables après leur réception.

Au niveau des objectifs en matière de recouvrement des cotisations dues, y compris les majorations et les intérêts de retard éventuels, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à gérer le compte individuel des employeurs dans le cadre strict des dispositions légales et réglementaires en vue d'optimiser et de raccourcir les délais de perception des cotisations, des arriérés et des sanctions civiles éventuelles.



La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à entamer la procédure administrative en recouvrement des créances dans les 30 jours ouvrables après l'enregistrement au compte des employeurs des montants impayés aux échéances fixées.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à entamer immédiatement la procédure en recouvrement judiciaire s'il est constaté que la procédure administrative n'a pas abouti dans les 45 jours calendriers.

#### Tâches et objectifs en matière de répartition des cotisations

Art. 8. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à réaliser une répartition correcte et contrôlable des cotisations et des recettes complémentaires par mois sur la base des taux de cotisations fixés officiellement où il est tenu compte des réductions de cotisations d'application.

Des extraits de compte seront envoyés aux institutions et aux fonds concernés dans les 5 mois après le mois d'enregistrement de la déclaration.

#### CHAPITRE IV. — Objectifs quantifiés en matière d'efficacité et de qualité concernant l'assurance maladie et invalidité en faveur des marins

##### Tâches et objectifs en matière d'immatriculation

Art. 9. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à envoyer à la personne qui sollicite son inscription à la mutuelle un document d'inscription dans les 5 jours ouvrables après réception de la demande.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à traiter la demande d'inscription dans les 5 jours ouvrables après réception de l'information demandée.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins accorde un numéro d'inscription aux travailleurs ainsi qu'aux personnes à leur charge et tient à jour le répertoire qui contient toutes les données relatives à l'identification des personnes inscrites (veuves, pensionnés, marins actifs, personnes à charge, etc. ...).

##### Tâches et objectifs en matière de remboursement des soins de santé

Art. 10. Après vérification de l'assurabilité, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins rembourse les frais médicaux (médecin, pharmacien, hospitalisation) compte tenu des conditions et des tarifs de la législation concernant l'assurance contre la maladie et l'invalidité. Elle rembourse en outre un nombre de prestations médicales propres au secteur.

Le remboursement a lieu :

- pour un montant maximum de 125 € : immédiatement si on se présente au guichet;
- dans les 5 jours ouvrables après réception par courrier ou pour un montant dépassant 125 € par virement bancaire ou par chèque circulaire;
- dans les délais légaux après réception dans la règle du « tiers payant ».

##### Tâches et objectifs en matière d'indemnités

Art. 11. Dès la réception de la déclaration d'incapacité de travail, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins fait parvenir à l'assuré une feuille de contrôle et une feuille de renseignements.

Le médecin-conseil notifie sa décision à l'assuré, dans les trois jours après le jour de la réception de l'avis d'arrêt de travail.

Après réception de la feuille de renseignements de l'assuré, l'indemnité est déterminée et payée au moins une fois par mois et au plus tard le cinq du mois après celui au cours duquel elle est due.

Dans au moins 95 % des cas, la décision sera prise dans un délai de 10 jours après réception de la feuille de renseignements complète.

Dans au moins 95 % des cas, les remboursements seront effectués dans un délai de 15 jours après la décision.

Lorsque l'incapacité de travail se prolonge au-delà de la période d'une année, il est alloué à l'assuré une indemnité d'invalidité par la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins.

Cette indemnité est payée au moins une fois par mois et au plus tard le cinq du mois après celui au cours duquel elle est due.

Les invalides qui ont atteint l'âge légal de la retraite sont informés de leurs droits et devoirs. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins introduit la procédure concernant l'attribution directe de la pension auprès de l'Office des Pensions.

#### CHAPITRE V. — Objectifs quantifiés en matière d'efficacité et de qualité concernant le service social des marins

Art. 12. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à traiter une demande d'intervention du service social dans les cinq jours ouvrables après réception de la demande, soit :

- en sollicitant un complément d'information;
- en l'inscrivant à l'ordre du jour du premier Comité de gestion.

Dans au moins 80 % des cas, une décision sera prise dans un délai d'un mois après la réception de la demande ou du complément d'information.

Dans au moins 95 % des cas, le remboursement sera fait dans un délai de 5 jours ouvrables après la décision de l'attribution.

CHAPITRE VI. — *Objectifs quantifiés en matière d'efficacité et de qualité concernant l'indemnité pour navigation en temps de guerre*

Art. 13. Pour les dossiers réguliers, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins paie tous les trois mois l'indemnité pour navigation en temps de guerre pendant la période de 10 jours avant ou après le jour final de chaque trimestre.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à traiter une demande d'indemnité pour navigation en temps de guerre dans les 5 jours ouvrables après réception de la demande.

Dans au moins 80 % des cas, une décision sera prise dans un délai d'un mois après réception de la demande ou du complément d'information éventuel.

Dans au moins 80 % des cas, le remboursement sera fait dans un délai de 20 jours ouvrables après la décision de l'attribution.

CHAPITRE VII. — *Objectifs quantifiés en matière de qualité concernant l'information*

Information générale

Art. 14. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à tenir systématiquement au courant les employeurs des modifications légales et réglementaires apportées à leurs obligations à l'égard de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins. Ceci se fait tant par écrit (brochures et circulaires) que par voie électronique, via le site Internet (hvkz-cspm.fgov.be - hvkz.fgov.be - cspm.fgov.be).

Information spécifique

Art. 15. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à répondre par écrit aux demandes d'informations par écrit dans un délai de 30 jours calendriers.

En cas d'impossibilité par besoin d'un examen complémentaire, l'intéressé en est informé dans un délai de 30 jours calendriers.

Information statistique

Art. 16. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à offrir aux services qui le demandent un maximum d'informations statistiques établies sur base des données dont elle dispose.

Délivrance d'attestations

Art. 17. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins délivre des attestations relatives aux données de travail et de rémunération d'une part à l'Office national des Pensions pour le calcul de la pension et de l'autre aux intéressés dans les 15 jours ouvrables après réception de la demande.

Décisions dans le cadre des procédures d'octroi

Article 17bis. La CSPM s'engage à optimiser l'utilisation des réseaux informatiques en vue de ne consulter l'assuré social que dans le cas où des données ne seraient pas disponibles.

Dans le cadre des décisions qu'elle prend vis-à-vis des personnes ou des institutions, et conformément à la réglementation relative à la motivation des actes administratifs et à la Charte de l'assuré social, la CSPM s'engage à communiquer, voire si nécessaire à élargir et préciser, toutes les mentions et motivations requises.

Elle s'engage notamment à motiver tout refus d'octroi ou de prestation, et à diffuser l'information relative à tous les éléments motivant une réduction de la prestation ou l'octroi partiel du droit.

L'institution s'engage à garantir un suivi rapide des plaintes, et à éventuellement mettre en place une instance à laquelle les assurés sociaux insatisfaits pourraient s'adresser afin d'obtenir une médiation (dans le respect des procédures légales et réglementaires existantes).

L'institution s'engage, en ce qui concerne les « indus », à les notifier le plus rapidement possible à l'assuré, avec une information correcte et un calcul clair et une bonne motivation, et à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les paiements indus ou le cas échéant, à éviter que les montants de l'indu ne deviennent pas trop importants.

CHAPITRE VII. — *Règles de conduite à l'égard du public*

Art. 18. Les engagements repris dans le présent contrat d'administration ne portent pas atteinte à l'obligation de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins de respecter les divers textes légaux et réglementaires qui contiennent des directives générales qui s'imposent aux institutions de sécurité sociale lors de l'examen des droits aux prestations et dans les relations avec les assurés sociaux, à savoir :

- la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs;
- la Charte de l'utilisateur des services publics du 4 décembre 1992;
- la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration;
- le cas échéant, la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la Charte de l'assuré social.

Pour chaque service ayant des contacts avec les assurés sociaux, les dispositions de la Charte de l'assuré social s'appliquent et les engagements doivent être respectés le cas échéant. Ne sont considérés comme engagements que les dispositions allant plus loin que les engagements réglementaires, qui offrent des garanties supérieures aux assurés sociaux.

Les institutions de sécurité sociale s'engagent à signaler « à temps » tout manquement (par exemple dans le chef d'un organisme collaborant) ayant pour conséquence de porter préjudice aux assurés sociaux; les problèmes constatés doivent être traités de manière pro-active.

Lorsque les règles et législations en vigueur laissent une certaine marge d'appréciation dans le cadre des décisions individuelles, les institutions de sécurité sociale doivent établir des critères objectifs transparents et uniformes.

Les institutions de sécurité sociale s'engagent à adopter une attitude « pro-active » en ce qui concerne la transmission de données et d'exploitation de données, dans le cadre de la Charte qui impose à l'institution de participer activement à l'instruction du dossier en récoltant d'initiative les renseignements qui lui font défaut.

#### Simplification administrative et sécurité juridique

Art. 19. La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à prendre des initiatives en ce qui concerne la simplification administrative et apportera sa collaboration aux initiatives de la Banque-carrefour et de l'Agence pour la simplification administrative.

La Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à garantir une application uniforme de la législation.

#### Lisibilité des documents administratifs

Art. 20. Pendant la durée du contrat d'administration, la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins s'engage à revoir les formulaires utilisés afin d'obtenir une lisibilité et une intelligibilité optimales. Les documents sortant de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins indiquent clairement le nom et le numéro de téléphone de la personne à contacter.

#### Accueil

Art. 21. Les offices de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins sont accessibles pendant au moins 30 heures par semaine échelonnées sur les matins et les après-midi. La permanence téléphonique est assurée pendant les heures d'accès. Sur demande les intéressés peuvent également être reçus en dehors de ces heures. Tout sera mis en œuvre pour signaler d'avance les jours de fermeture.

#### Accessibilité pour les personnes moins valides

Art. 22. Pendant la durée du contrat d'administration, l'infrastructure présente garantissant l'accessibilité pour les personnes moins valides sera entretenue de façon continuée. Lors des travaux de rénovation, une attention particulière sera apportée aux adaptations dont pourraient bénéficier les personnes moins valides. Le site web tiendra compte des malvoyants.

#### CHAPITRE IX. — *Des instruments de mesure du suivi des missions, tâches, objectifs et règles de conduite*

Art. 23. A partir de l'année 2003, les objectifs et les règles de conduite repris dans le présent contrat d'administration seront mesurés. Dans ce but, des tableaux de bord seront développés en vue de mesurer des indicateurs quantifiables tels que les temps de transit, les volumes, les soldes. Les tableaux de bord seront complètement mis à points à partir de l'année 2004 et nous effectueront une actualisation de façon permanente.

#### CHAPITRE X. — *Engagements de l'Etat*

Art. 24. Conformément à l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de la sécurité sociale, l'Etat soumet à l'avis de l'organe de gestion de l'institution tout avant-projet de loi ou d'arrêté visant à modifier la législation que l'institution est chargée d'appliquer. L'urgence ne pourra être invoquée par l'Etat que si sa politique budgétaire ou sociale nécessite une telle modalité.

L'Etat s'engage également à établir des contacts avec les services concernés de l'institution pour, d'une part tenir compte des aspects techniques de l'application des modifications envisagées et d'autre part de leur permettre de préparer les changements à temps. Sauf urgence motivée, la date d'entrée en vigueur des modifications ou nouvelles mesures envisagées est fixée en concertation avec l'institution.

Art. 25. En concertation préalable avec les institutions et dans le respect de la politique budgétaire de l'Etat et du respect du pacte de stabilité, l'Etat s'engage à respecter le plan de trésorerie établi annuellement pour le versement à la Gestion globale des subventions et du financement alternatif prévus au budget. La Gestion globale répartira ensuite ces moyens entre les différentes institutions en fonction de leurs besoins de manière qu'elles puissent garantir la continuité dans l'exercice de leurs missions.

Art. 26. Lors de l'évaluation du contrat et dans la mesure où l'Etat aura été prévenu en temps utile, l'Etat s'engage à tenir compte des événements de force majeure qui auraient éventuellement entravé à la réalisation du contrat ainsi que des décisions du gouvernement prises après la conclusion du contrat et ayant entraîné une augmentation perceptible des tâches ou de certaines dépenses.

Art. 27. Lorsqu'une mission légale de l'institution nécessite la collaboration d'un ministère fédéral, ce dernier veillera à collaborer efficacement.

Tant l'institution que le service public fédéral réagiront de manière pro-active notamment lorsque la collaboration exige la transmission d'informations.

Ceci implique une concertation permanente entre le service public fédéral et l'institution concernée.

Cette concertation permanente sera mise en œuvre sur l'initiative de l'institution.

#### CHAPITRE XI. — *Mode de calcul et fixation des crédits de gestion et du montant maximum des crédits de personnel relatifs aux agents statutaires*

Art. 28. Les crédits de gestion attribués à l'institution, contiennent tous les crédits relatifs au personnel, au fonctionnement et aux investissements.

Les crédits de gestion et les crédits maximum de personnel pour le personnel statutaire ont été calculés suivant les méthodes décrites à l'annexe.

Pour 2003, les dépenses de gestion et le montant maximum des crédits de personnel s'élèvent respectivement à 1.142.215 EUR et à 850.000 EUR.

Le budget doit être adapté chaque année afin de tenir compte :

- de l'indexation;

- du report des crédits de fonctionnement liés au programme d'investissements ou des dépenses d'investissements qui n'ont pas été utilisées pendant l'exercice budgétaire; ces crédits sont réinscrits dans le budget de gestion du prochain exercice pour autant que ceci soit nécessaire à l'exécution du programme d'investissements (art. 14, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997);

- des recettes propres de l'administration;

- des frais de personnel en exécution des sanctions positives prévues par la loi;

- des changements dans la réglementation ayant un impact sur le budget de gestion.

Art. 29. Dans les limites de ses missions, l'organisme peut décider de l'acquisition, de l'utilisation ou de l'aliénation de biens matériels ou immatériels et de l'établissement ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de pareilles décisions.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toute décision d'acquérir, utiliser ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier dont le montant dépasse 5 millions d'euros est soumise à l'autorisation préalable du Ministre de tutelle et du ministre ayant le budget dans ses attributions. Pour se prononcer, le Ministre du Budget dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'accord donné par le Ministre de tutelle.

La réglementation en matière de marchés publics est s'il échet d'application notamment en matière de rénovation des bâtiments.

Art. 30. En matière de détermination des recettes de gestion, l'affectation du produit de l'aliénation des immeubles ou de la vente de biens mobiliers doit recevoir l'accord préalable du Ministre de tutelle et du Ministre du Budget. Pour se prononcer, le Ministre du Budget dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'accord donné par le Ministre de tutelle.

Art. 31. L'organisme s'engage à intégrer dans la présentation des budgets et des comptes les dispositions du nouveau plan comptable normalisé.

Ce nouveau plan comptable sera appliqué à compter de l'année qui suit la publication de l'arrêté royal approuvant les normes proposées par la Commission de la Normalisation de la Comptabilité des Institutions publiques de Sécurité sociale.

#### CHAPITRE XII. — *Sanctions positives et négatives*

Pour mémoire (les sanctions positives et négatives doivent encore être fixées par arrêté royal).

#### CHAPITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 32. Chaque partie a le droit de proposer à l'autre une révision du contrat avant son terme. Cette proposition est soumise à la même procédure de base que celle qui a conduit à la conclusion du contrat. Les cocontractants veilleront à ne pas user de cette faculté sans raison sérieuse suffisante. Ils feront tout ce qu'il faut pour l'examiner de façon à la fois constructive et rapide.

Art. 33. Les engagements repris dans le présent contrat d'administration ne portent pas atteinte à l'obligation de l'institution de sécurité sociale d'exécuter de manière efficace les autres missions légales qui ne font pas l'objet d'un objectif spécifique.

---

#### Annexe

Le crédit de gestion global de 1.992.215 EUR a été calculé sur la base du budget de gestion 2003 et a été établi en fonction des missions actuelles de l'organisme.

Pour l'année 2003, ce crédit de gestion global est subdivisé comme suit :

1. Pour les crédits de personnel

Point de départ :

les réalisations présumées augmentées de l'impact de la réforme Copernic déjà à prévoir : 850.000 EUR.

Conformément aux exigences de l'arrêté royal du 3 avril 1997, un crédit maximum théorique des frais de personnel statutaire a été calculé. La méthode de calcul repose sur une totalisation des coûts individuels, tant des rémunérations que des cotisations sociales y afférentes :

1. des agents statutaires en activité de service, avec leur ancienneté de service, considérés comme travaillant à temps plein;

2. des emplois fictifs nécessaires pour compléter le cadre organique, ces agents fictifs étant réputés travailler à temps plein.

Les crédits de personnel évoluent en fonction des éléments repris ci-dessous :

- l'évolution des coefficients pour le paiement des salaires;

- les promotions et l'ancienneté;

- la programmation sociale pour la fonction publique fédérale fixée par le Ministre de la Fonction publique;

- toutes les charges patronales possibles;

- l'exécution des sanctions positives prévues par arrêté royal lors du respect des engagements résultant du contrat d'administration.

Crédit 2004 = crédit 2003 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

Crédit 2005 = crédit 2004 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

2. Pour les crédits de fonctionnement

Crédit 2003 = 473.905 EUR.

Crédit 2004 = crédit 2003 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

Crédit 2005 = crédit 2004 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

## 3. Pour les crédits de fonctionnements informatiques

Crédit 2003 = 59.350 EUR.

Crédit 2004 = crédit 2003 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

Crédit 2005 = crédit 2004 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

## 4. Pour les crédits d'investissements

Crédit 2003 = 608.960 EUR, subdivisé comme suit :

- Informatique : 8.170 EUR
- Investissements mobiliers : 8.170 EUR
- Investissements immobiliers : 592.620 EUR

Crédit 2004

- pour l'informatique et les investissements mobiliers : crédit 2003 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

- pour les investissements immobiliers : 185.400 EUR

Crédit 2005

- pour l'informatique et les investissements mobiliers : crédit 2004 majoré de l'indice santé et de la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

- pour les investissements immobiliers : 200.800 EUR

Aperçu de la période 2003-2005

	2003	2004	2005
<b>Personnel</b>	<b>850.000 EUR</b>	<b>Crédit<sub>2003</sub> + (*)</b>	<b>Crédit<sub>2004</sub> + (*)</b>
Frais de fonctionnement	473.905 EUR	Crédit <sub>2003</sub> + (*)	Crédit <sub>2004</sub> + (*)
Frais d'informatique	59.350 EUR	Crédit <sub>2003</sub> + (*)	Crédit <sub>2004</sub> + (*)
<b>Frais de fonctionnement totales</b>	<b>533.255 EUR</b>		
Frais d'investissements	600.790 EUR	193.570 EUR	208.970 EUR
Frais d'investissements informatiques (**)	8.170 EUR	Crédit <sub>2003</sub> + (*)	Crédit <sub>2004</sub> + (*)
<b>Frais d'investissements totales</b>	<b>608.960 EUR</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>1.992.215 EUR</b>		

(\*) l'indice santé et la croissance retenue par le Gouvernement dans le cadre de son pacte de stabilité 2001-2005.

(\*\*) L'arrêté ministériel du 12 décembre 1991 portant affectation de montants prélevés sur le Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale attribue à l'organisme un montant de 30,8 millions FB (763.512,06 EUR), prélevé sur le crédit ouvert par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 14 novembre 1991 portant affectation du produit des versements inscrits au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale pour assurer le financement de développements informatiques et électroniques. Le solde actuel de ce montant est de 9.895.201 FB (245.295,63 EUR). L'institution se réserve le droit d'utiliser ce montant pour acquérir du matériel et pour développer du logiciel tout en respectant les procédures administratives applicables.

Fait à Bruxelles, le 24 janvier 2003.

Au nom de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des marins :

L. Hancké;  
M. Nuytemans;  
J. François;  
I. Victor;  
L. Bassez;  
R. De Ketelaere.

Au nom de l'Etat belge :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE  
Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Bijlage bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2003

**Ontwerp van bestuursovereenkomst tussen de Belgische Staat  
en de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden 2003 - 2005**

Tussen de Belgische Staat, overeenkomstig artikel 7, § 1 van het responsabiliseringsbesluit, vertegenwoordigd door de heer Johan Vande Lanotte, Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, de heer Frank Vandenbroucke, Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en de heer Luc Van den Bossche, Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Besturen

en

de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, overeenkomstig artikel 7 § 2 van het responsabiliseringsbesluit, vertegenwoordigd door de heer Lode Hancké, voorzitter van het Beheerscomité, de heer Nuytemans, de heer François en de heer Victor, beheerders, en door de heer Laurent Bassez, directeur en de heer Raymond De Ketelaere, adjunct-directeur,

wordt overeengekomen wat volgt :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

Artikel 1. In deze bestuursovereenkomst wordt verstaan onder :

1. « Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden » (HVKZ) : de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden zoals bedoeld in art. 5 van de Besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij;

2. « Beheerscomité » : het Beheerscomité van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden bedoeld in art. 1 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging;

3. "het Responsabiliseringsbesluit" : het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997;

4. « de Minister » : de Minister die bevoegd is voor Sociale Zaken;

5. « Boordtabellen » : de boordtabellen zoals bedoeld in art. 10 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en de vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

6. « Bestuursplan » : het bestuursplan zoals bedoeld in art. 10 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en de vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 2. Deze bestuursovereenkomst wordt gesloten in het kader van de bepalingen van artikel 5 van het Responsabiliseringsbesluit. Ze legt de bijzondere regels en voorwaarden vast waaronder de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden de opdrachten vervult die haar zijn toevertrouwd door de wet.

Deze bestuursovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 en neemt een einde op 31 december 2005.

Art. 3. Deze bestuursovereenkomst regelt alleen de wijze waarop de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden een efficiënte en kwaliteitsvolle wijze uitvoering geeft aan het beleid zoals het door de politieke overheden wordt gedefinieerd. Dit impliceert de inbreng van ervaring en deskundigheid in de ontwikkeling, de evaluatie en de bijsturing van het beleid.

De partijen engageren zich om de beschikkingen te respecteren inzake het paritair beheer, in een geest van open en permanent overleg. Het beheerscomité is samen met het dagelijks bestuur een volwaardige partner in de bestuursovereenkomst. Aldus wordt de rol van het paritair beheer in de uitvoering van de sociale zekerheid benadrukt en versterkt.

De beleidskeuze voor de rechtsfiguur van de overeenkomst leidt tot een vervanging van de klassieke gezagsverhouding door een meer contractuele. Beide partijen verbinden zich derhalve tot structureel overleg en wederzijds akkoord als evenwaardige partners.

Opdat de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden haar opdracht op een kwaliteitsvolle wijze kan uitvoeren, verbindt de Staat zich ertoe de verantwoorde en overeengekomen middelen ter beschikking te stellen. Dit is een substantiële voorwaarde opdat de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden tot de verbintenissen van deze overeenkomst gehouden zou kunnen zijn.

De verbintenissen die uit deze bestuursovereenkomst voortvloeien gelden bij ongewijzigde opdracht. Bij de evaluatie ervan zal dan ook enkel rekening gehouden worden met de beleidsbeslissingen die genomen zijn ter uitvoering van de opdracht zoals vastgelegd op de datum van de ondertekening van deze overeenkomst.

**HOOFDSTUK II. — Taken van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden**

Art. 4. De HVKZ, opgericht in 1845 als sociale verzekeringskas, evolueerde tot volwaardige socialezekerheidsinstelling en beheert een belangrijk deel van het socialezekerheidspakket van de zeelieden ter koopvaardij.

Specifiek zijn de voorwaarden tot onderwerping aan het stelsel sinds 1945 georganiseerd door de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

De rechtsregels toepasselijk op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst kaderen in het zeerecht.

Als parastatale instelling int en verdeelt de HVKZ de socialezekerheidsbijdragen van werkgevers en werknemers.

Voor de aangifteperiodes worden de scheepsbewegingen in acht genomen. Deze periodes vallen dus niet noodzakelijk samen met het einde van de maand of het kwartaal.

Met het oog op de inschrijving van de arbeidsgegevens op de individuele rekening verstrekt de HVKZ de nodige gegevens aan de vzw CIMIRE voor prestaties vanaf 1 januari 1968. Voor prestaties vóór deze datum worden de loopbaangegevens rechtstreeks en per dossier aan de RVP verstrekt.

De HVKZ beheert de bijzondere ziekte- en invaliditeitsverzekering voor de zeelieden ingericht door het koninklijk besluit van 24 oktober 1936. Naast vergoedingen voor preventieve medische aktes voorziet de wetgeving in eigen evaluatiecriteria voor arbeidsongeschiktheid en invaliditeit.

In de schoot van de HVKZ werd een sociale dienst voor de zeelieden opgericht (koninklijk besluit 20 mei 1976) met als opdracht aan zeelieden en hun gezinsleden die zich in een behartigenswaardige toestand bevinden, een financiële bijstand te verlenen.

Eenzelfde doelstelling wordt betracht door de legaten Louis en Christian Sheid.

De HVKZ stelt de rechten vast en betaalt de vergoeding voor vaart in oorlogstijd onder Belgische of geallieerde vlag.

In een streven naar een efficiënte dienstverlening werden verschillende maritieme diensten ondergebracht in het 'Maritiem huis' dat door de HVKZ werd opgericht. Recenter worden ook gewestelijke diensten van verschillende sociale parastatales gehuisvest.

### HOOFDSTUK III

#### *Gekwantificeerde efficiëntie- en kwaliteitsdoelstellingen inzake de inning en verdeling van sociale bijdragen*

##### Taken en doelstellingen inzake immatriculatie

Art. 5. De HVKZ kent een inschrijvingsnummer toe aan elke rechts- of natuurlijke persoon die om een inschrijving verzoekt in de hoedanigheid van reder en die verzekeringsplichtig personeel tewerkstelt.

Op basis van de inlichtingen verstrekt door de reders houdt de HVKZ het werkgeversrepertorium bij dat alle gegevens bevat om de werkgever te identificeren.

De HVKZ verbindt zich ertoe binnen de vijf werkdagen na ontvangst van de aanvraag een inlichtingsformulier te versturen naar de persoon die een inschrijving als reder vraagt.

De HVKZ verbindt zich ertoe de aanvraag om inschrijving of onderwerping binnen de vijf werkdagen na ontvangst te behandelen, hetzij door :

het agenderen op de eerstkomende vergadering van het Beheerscomité;

vraag om aanvullende inlichtingen.

Waar nodig zal het nieuw te creëren uniek ondernemingsnummer geïntegreerd worden.

##### Taken en doelstellingen inzake controle

Art. 6. De HVKZ gaat na of de normen en reglementering nageleefd worden door de reders onderworpen aan de besluitwet van 7 februari 1945. Dit houdt o.m. het nazicht en de boeking van de aangifte in evenals het verbeteren van de aangifte indien nodig. Nazicht van de tewerkstelling gebeurt in samenwerking met de Pool der zeelieden.

Het nazicht van de normvereisten, de juistheid van de individuele gegevens en de boeking starten binnen de 10 werkdagen na ontvangst van de aangifte.

De boekhoudlinking start binnen de maand na boeking van de aangifte.

Dit engagement veronderstelt evenwel dat eventuele wetswijzigingen tijdig worden genomen, zodat alle elementen voor het nazicht van de aangifte voorhanden zijn.

##### Taken en doelstellingen inzake inning van sociale zekerheidsbijdragen

Art. 7. De HVKZ gaat na of de werkgevers hun verplichtingen naleven inzake de betaling van de socialezekerheidsbijdragen.

De HVKZ voert een actief opvolgingsbeleid ten aanzien van deze werkgevers door het bijhouden van de individuele werkgeversrekeningen en door de invordering van verschuldigde bijdragen.

Het bijhouden van de werkgeversrekening omvat het nazicht en het boeken van de dagontvangsten, het verstrekken van inlichtingen over de stand van de werkgeversrekening, het instellen van administratieve procedures om in te vorderen door middel van waarschuwingen en rappelbrieven waarbij burgerlijke sancties toegepast worden. Als de inning langs bestuurlijke weg niet het gewenste gevolg heeft, wordt de gerechtelijke navordering aangevat om zo vlug mogelijk een uitvoerbare titel te bekomen.

Het bijhouden van de werkgeversrekening impliceert ook het nazicht op de wettelijke betalingstermijnen of die vervat in een vonnis.

De HVKZ gaat bij niet-naleving van de uitvoerbare titel over tot gedwongen tenuitvoerlegging van deze titel.

Wat de doelstellingen inzake het beheer van de individuele werkgeversrekening betreft, verbindt de HVKZ zich ertoe de dagontvangsten na te zien en te boeken op de individuele werkgeversrekening binnen de 10 werkdagen na kennisname van de gegevens door middel van de bankafschriften.

De HVKZ verbindt zich ertoe de aanvragen tot uitstel van betaling en de inlichtingen met betrekking tot de stand van de werkgeversrekening te behandelen binnen de 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

Wat de doelstellingen inzake het invorderen van de verschuldigde bijdragen betreft, inclusief eventuele bijdrageopslagen en verwijlintersten, verbindt de HVKZ zich ertoe de individuele werkgeversrekening te beheren binnen het strikt wettelijke en reglementaire kader met als doelstelling het optimaliseren en het versneld innen van de bijdragen, de achterstallen en de eventuele burgerlijke sancties.

De HVKZ verbindt zich ertoe de procedure aan te vatten om de schuldvorderingen langs bestuurlijke weg in te vorderen binnen de 30 werkdagen na het inschrijven van de bedragen op de werkgeversrekening die op de vastgestelde vervaldagen niet betaald zijn.

De HVKZ verbindt zich ertoe dadelijk de procedure op te starten om langs gerechtelijke weg in te vorderen als zij vaststelt dat de bestuurlijke weg geen resultaat heeft opgeleverd na 45 kalenderdagen.

##### Taken en doelstellingen inzake de verdeling van de bijdragen

Art. 8. De HVKZ waarborgt een correcte en controleerbare verdeling van de bijdragen en bijkomende opbrengsten per maand op basis van de wettelijk vastgelegde bijdragevoeten waarbij rekening wordt gehouden met de toegepaste bijdrageverminderingen.

De rekeninguittreksels worden binnen de 5 maanden na de boekingsmaand van de aangifte verstuurd naar de betrokken instellingen en fondsen.

*HOOFDSTUK IV. — Gekwantificeerde efficiëntie- en kwaliteitsdoelstellingen inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering voor zeelieden*

## Taken en doelstellingen inzake immatriculatie

Art. 9. De HVKZ verbindt zich ertoe binnen de vijf werkdagen na ontvangst van de aanvraag een inlichtingenformulier te versturen naar de persoon die een inschrijving in het ziekenfonds vraagt.

De HVKZ verbindt zich ertoe de aanvraag om inschrijving binnen de 5 werkdagen na ontvangst van de gevraagde inlichtingen te behandelen.

De HVKZ kent een inschrijvingsnummer toe aan de werknemer en eventuele personen ten laste en houdt een repertorium bij dat alle gegevens bevat ter identificatie van de ingeschrevenen (weduwen, gepensioneerden, actieve zeelieden, personen ten laste, enz...).

## Taken en doelstellingen inzake terugbetaling van gezondheidszorgen

Art. 10. De HVKZ betaalt na controle op de verzekeraarbaarheid de ziektekosten (dokter, apotheker, ziekenhuisopname) terug onder de voorwaarden en aan de tarieven van de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Daarnaast wordt een aantal geneeskundige prestaties vergoed die specifiek zijn aan de sector.

De terugbetaling gebeurt :

- onmiddellijk bij aanbieding aan het loket tot een bedrag van max. 125 €;
- binnen de 5 werkdagen na ontvangst via post of voor bedragen van meer dan 125 € bij aanbieding aan het loket door overschrijving via bank of door circulaire cheque;
- binnen de wettelijke termijn na ontvangst in de regeling van de « derde betaler ».

## Taken en doelstellingen inzake uitkeringen

Art. 11. Onmiddellijk na ontvangst van een aangifte van werkongeschiktheid stuurt de HVKZ een controle- en inlichtingenblad aan de verzekerde.

Binnen de drie dagen die volgen op de dag van ontvangst van de kennisgeving van werkstopzetting wordt de beslissing van de medische adviseur betekend.

Na ontvangst van het inlichtingenblad van de verzekerde wordt het bedrag van de vergoeding vastgesteld en minstens éénmaal per maand uitbetaald uiterlijk de 5de van de maand volgend op die waarvoor zij verschuldigd is.

Het percentage beslissingen dat zal worden genomen binnen een termijn van 10 dagen vanaf de ontvangst van het volledige inlichtingenblad belooft minstens 95 %.

Het percentage uitbetalingen dat zal worden verricht binnen een termijn van 15 dagen vanaf de beslissing belooft minstens 95 %.

Duurt de werkongeschiktheid langer dan één jaar, dan betaalt de HVKZ een invaliditeitsvergoeding.

Deze vergoeding wordt minstens éénmaal per maand uitbetaald uiterlijk de 5de van de maand volgend op die waarvoor zij verschuldigd is.

Invaliden die de pensioengerechtigde leeftijd bereiken worden ingelicht over hun rechten en verplichtingen. De procedure voor automatische toekenning van pensioen wordt door de HVKZ ingeleid bij de Rijksdienst voor Pensioenen.

*HOOFDSTUK V. — Gekwantificeerde efficiëntie- en kwaliteitsdoelstellingen inzake de sociale dienst voor de zeelieden*

Art. 12. De HVKZ verbindt zich ertoe een aanvraag om tussenkomst van de sociale dienst binnen de vijf werkdagen na ontvangst te behandelen, hetzij door :

- vraag om aanvullende inlichtingen;
- voorlegging op het e.k. Beheerscomité.

Het percentage beslissingen dat zal worden genomen binnen een termijn van 1 maand vanaf ontvangst van de aanvraag of de aanvullende inlichtingen bedraagt minstens 80 %.

Het percentage uitbetalingen dat zal worden verricht binnen een termijn van 5 werkdagen vanaf de toekenningsbeslissing belooft minstens 95 %.

*HOOFDSTUK VI. — Gekwantificeerde efficiëntie- en kwaliteitsdoelstellingen inzake de oorlogsvaartvergoeding*

Art. 13. De HVKZ betaalt voor de regelmatige dossiers trimestrieel de vergoeding voor oorlogsvaart uit in de periode van 10 dagen voor of na de einddag van elk kwartaal.

De HVKZ verbindt zich ertoe een aanvraag tot oorlogsvaartvergoeding binnen de 5 werkdagen na ontvangst in behandeling te nemen.

Het percentage beslissingen dat zal worden genomen binnen een termijn van 1 maand vanaf ontvangst van de aanvraag of de eventueel gevraagde aanvullende inlichtingen bedraagt minstens 80 %.

Het percentage uitbetalingen dat zal worden verricht binnen een termijn van 20 werkdagen vanaf de toekenningsbeslissing bedraagt minstens 80 %.

*HOOFDSTUK VII. — Kwaliteitsdoelstellingen inzake de informatieverstrekking*

## Algemene informatie

Art. 14. De HVKZ verbindt zich ertoe de werkgevers systematisch op de hoogte te brengen van de wettelijke en reglementaire wijzigingen aan hun verplichtingen jegens de HVKZ. Dit gebeurt zowel schriftelijk door middel van brochures en omzendbrieven als elektronisch via de website (hvkz-cspm.fgov.be - hvkz.fgov.be - cspm.fgov.be).

## Gepersonaliseerde informatie

Art. 15. De HVKZ verbindt zich ertoe op schriftelijke vragen om inlichtingen een antwoord te geven binnen een termijn van 30 kalenderdagen.

Indien dit niet mogelijk is wegens bijkomend onderzoek wordt de betrokkene hiervan binnen een termijn van 30 kalenderdagen op de hoogte gebracht.



#### Statistische informatie

Art. 16. De HVKZ verbindt zich ertoe om op basis van de gegevens waarover zij beschikt een maximum aan statistische informatie ter beschikking te stellen van de diensten die erom verzoeken.

#### Afleveren van attesten

Art. 17. De HVKZ levert attesten af met loon- en arbeidsgegevens enerzijds aan de Rijksdienst voor Pensioenen voor de pensioenberekening en anderzijds aan de betrokkene binnen de 15 werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

#### Beslissingen inzake toekenningsprocedures

Artikel 17bis. De HVKZ verbindt zich ertoe een optimaal gebruik te maken van de informatiekanaalen om de sociaal verzekerde enkel dan om inlichtingen te vragen wanneer die via geen ander kanaal bekomen kunnen worden.

De HVKZ verbindt zich ertoe alle vereiste inlichtingen en motiveringen inzake beslissingen die zij neemt ten aanzien van personen of instellingen mee te delen en waar nodig uit te breiden en te preciseren, dit alles conform de reglementering inzake de motivering van bestuurshandelingen en het Handvest van de sociaal verzekerde.

Zij verbindt zich er met name toe elke weigering van toekenning van een recht of een prestatie te motiveren, en de nodige inlichtingen te verstrekken inzake alle elementen die een motivering bieden voor een vermindering van de prestaties of voor een gedeeltelijke toekenning van het recht.

De instelling verbindt zich ertoe een snelle opvolging van de klachten te waarborgen, en eventueel een instantie te installeren waartoe de ontevreden sociaal verzekerden zich kunnen richten om een bemiddeling te verkrijgen (uiteraard met respect voor de bestaande wettelijke en reglementaire procedures).

De instelling verbindt zich ertoe eventuele terugvorderingen zo snel mogelijk aan de verzekerde te melden, met de correcte informatie, een duidelijke berekening en een juiste motivering. Zij verbindt zich er eveneens toe alle nodige maatregelen te nemen om uitbetalingen ten onrechte te vermijden of, in voorkomend geval, te vermijden dat de bedragen van de terugvorderingen te hoog oplopen.

#### HOOFDSTUK VIII. — Gedragsregels ten aanzien van het publiek

Art. 18. De verbintenissen van voorliggende bestuursovereenkomst vormen geen inbreuk op de verplichting van de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden om de diverse wettelijke en reglementaire teksten na te leven die algemene richtlijnen bevatten voor de instellingen van sociale zekerheid bij het onderzoek van de rechten op prestaties en in de relaties met de sociaal verzekerden, met name :

- de wet van 29 juli 1991 op de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;
- het Handvest van de gebruiker van overheidsdiensten van 4 december 1992;
- de wet van 11 april 1994 met betrekking tot de openbaarheid van bestuur;
- in voorkomend geval, de wet van 11 april 1995 tot invoering van het Handvest van de sociaal verzekerde.

Voor iedere dienst waarvoor er contacten met de sociaal verzekerden zijn, gelden de bepalingen van het Handvest van de sociaal verzekerde en moeten de verbintenissen in voorkomend geval nageleefd worden. Als verbintenissen worden enkel beschouwd de bepalingen die verder reiken dan de reglementaire verbintenissen en die aan de sociaal verzekerden grotere waarborgen bieden.

De instellingen van sociale zekerheid gaan de verbintenis aan om « tijdig » elke anomalie (bijvoorbeeld in hoofde van een medewerkende instelling) ten nadele van de sociaal verzekerden te signaleren. De aldus vastgestelde problemen moeten op een pro-actieve wijze worden opgelost.

Indien de van kracht zijnde reglementering en wetgeving inzake individuele beslissingen een zekere beoordelingsmarge laten, moeten de instellingen van sociale zekerheid niettemin objectieve, transparante en eenvormige criteria opstellen.

De instellingen van sociale zekerheid moeten dus een pro-actieve houding aannemen inzake de overdracht van gegevens en de exploitatie van deze gegevens. Inderdaad, volgens het Handvest moet de instelling actief deelnemen aan de instructie van het dossier en aldus het initiatief nemen bij de inzameling van de ontbrekende inlichtingen.

#### Administratieve vereenvoudiging en rechtszekerheid

Art. 19. De HVKZ verbindt zich ertoe initiatief te nemen inzake administratieve vereenvoudiging en mee te werken aan de initiatieven genomen door de Kruispuntbank en de Dienst voor de Administratieve Vereenvoudiging.

De HVKZ verbindt zich ertoe een uniforme toepassing van de wetgeving te waarborgen.

#### Leesbaarheid van administratieve documenten

Art. 20. De HVKZ verbindt zich ertoe in de loop van de bestuursovereenkomst de gebruikte formulieren te herzien teneinde een optimale leesbaarheid en verstaanbaarheid te bekomen.

De uitgaande briefwisseling van de HVKZ vermeldt duidelijk de naam en het telefoonnummer van de contactpersoon.

#### Onthaal

Art. 21. De kantoren van de HVKZ zijn per week minstens 30 uur toegankelijk gespreid over voor- en namiddag. Binnen deze uren is de telefonische dienstverlening verzekerd. Na afspraak kunnen belanghebbenden ook buiten deze uren terecht. Sluitingsdagen worden vooraf aangekondigd met alle beschikbare middelen.

#### Toegankelijkheid voor mindervaliden

Art. 22. De reeds aanwezige infrastructuur die de toegankelijkheid voor mindervaliden waarborgt, zal in de loop van de bestuursovereenkomst verder onderhouden worden. Bij renovatiewerken zal bijzondere aandacht gaan naar aanpassingen in functie van mindervaliden. De website zal rekening houden met slechtzienden.

#### HOOFDSTUK IX. — Instrumenten om de opvolging van de opdrachten, taken, doelstellingen en gedragsregels te meten

Art. 23. De in deze bestuursovereenkomst opgenomen doelstellingen en gedragsregels worden vanaf 2003 opgevolgd. Daartoe worden boordtabellen ontwikkeld met het oog op de meting van verschillende kwantificeerbare indicatoren zoals doorlooptijden, volumes, saldi. Deze boordtabellen, die vanaf 2004 volledig uitgewerkt zullen zijn, worden waar mogelijk permanent up-to-date gehouden.

HOOFDSTUK X. — *Verbintenissen vanwege de Staat*

Art. 24. Overeenkomstig artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de socialezekerheidsinstellingen, legt de Staat aan het advies van het beheersorgaan van de instelling elk voorontwerp van wet of besluit voor dat de wetgeving die de instelling moet toepassen beoogt te wijzigen. De hoogdringendheid kan door de Staat slechts worden ingeroepen, indien zijn begrotingsbeleid of sociaal beleid zulke modaliteit noodzakelijk maakt.

De Staat verbindt zich er ook toe om contacten te leggen met de betrokken diensten van de instelling om, enerzijds, rekening te houden met de technische aspecten voor het toepassen van de overwogen wijzigingen en, anderzijds, om hen toe te laten tijdig de veranderingen voor te bereiden. Behoudens gemotiveerde hoogdringendheid wordt de datum van inwerkingtreding van de bedoelde wijzigingen of nieuwe maatregelen in overleg met de instelling vastgelegd.

Art. 25. Na voorafgaandelijk overleg met de instellingen en met respect voor het begrotingsbeleid van de Staat en voor het stabiliteitspact verbindt de Staat zich ertoe het thesaurieplan na te leven dat jaarlijks opgesteld wordt voor de storting van de subsidies aan het Globaal Beheer en voor de alternatieve financiering voorzien in de begroting; het Globaal Beheer zal dan deze middelen moeten verdelen tussen de verschillende instellingen in functie van hun behoeften zodat ze de continuïteit in de uitoefening van hun opdrachten kunnen waarborgen.

Art. 26. Tijdens de evaluatie van de overeenkomst en in de mate dat de Staat tijdig verwittigd is geweest, verbindt de Staat zich ertoe rekening te houden met gebeurtenissen van overmacht die eventueel de verwezenlijking van de overeenkomst hebben belemmerd evenals met de besluiten van de regering, genomen na afsluiting van de overeenkomst en die zouden hebben geleid tot een merkelijke verzwaring van de taken of van zekere uitgaven.

Art. 27. Indien de instelling in het kader van een wettelijke opdracht moet samenwerken met een federaal ministerie zal dit laatste erover waken doeltreffend samen te werken.

Zowel de instelling als de federale overheidsdienst zullen pro-actief reageren met name wanneer de samenwerking de overdracht van informatie vereist.

Dit laatste impliceert een voortdurend overleg tussen de federale overheidsdienst en de betrokken instelling.

Dit voortdurend overleg zal in werking gesteld worden op initiatief van de instelling.

HOOFDSTUK XI. — *Wijze van berekening en vaststelling van de beheerskredieten*

*en het maximaal bedrag aan kredieten inzake personeel dat voorbehouden wordt voor de statutaire personeelsleden*

Art. 28. De beheerskredieten die aan de instelling worden toegekend, omvatten alle kredieten inzake personeel, werking en investeringen.

De beheerskredieten en de maximum personeelskredieten voor het statutair personeel zijn berekend volgens de in bijlage beschreven methodes.

Voor 2003 bedragen de beheersuitgaven en het maximumbedrag aan personeelskredieten respectievelijk 1.142.215 EUR en 850.000 EUR.

De begroting moet elk jaar worden aangepast om rekening te houden met :

- de indexering;
- de overdracht van de werkingskredieten die aan het investeringsprogramma gekoppeld zijn of van de investeringsuitgaven die niet zijn gebruikt tijdens het begrotingsjaar; die kredieten worden opnieuw ingeschreven in de beheersbegroting van het volgend dienstjaar, voorzover dat noodzakelijk is voor de uitvoering van het investeringsprogramma (art. 14, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997);
- de eigen ontvangsten van de administratie;
- de personeelskosten ter uitvoering van de positieve sancties waarin door de wet is voorzien;
- de wijzigingen in de reglementering die een weerslag hebben op de beheersbegroting.

Art. 29. Binnen de grenzen van haar doel kan de instelling beslissen over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van haar lichamelijke en onlichamelijke goederen en de vestiging of de opheffing van zakelijke rechten op deze goederen, alsmede over de uitvoering van dergelijke beslissingen.

In afwijking van het eerste lid is elke beslissing tot verwerving, de aanwending en de vervreemding van een onroerend goed of recht, waarvan het bedrag 5 miljoen euro overschrijdt, onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de voogdijminister en de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Om zich uit te spreken beschikt de minister van begroting over een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het gegeven akkoord van de voogdijminister.

De reglementering inzake overheidsopdrachten is in voorkomend geval van toepassing inzonderheid bij renovatie van gebouwen.

Art. 30. Inzake de bepaling van de beheersontvangsten vereist de affectatie van de opbrengst van een vervreemding van onroerende goederen of de verkoop van roerende goederen het voorafgaande akkoord van de voogdijminister en van de minister van begroting. Om zich uit te spreken beschikt de minister van begroting over een termijn van een maand vanaf de ontvangst van het gegeven akkoord van de voogdijminister.

Art. 31. De instelling verbindt zich ertoe bij het opstellen van de begrotingen en de rekeningen de bepalingen van het nieuwe genormaliseerde boekhoudplan in acht te nemen.

Dat nieuwe boekhoudplan zal worden toegepast het jaar dat volgt op de bekendmaking van het koninklijk besluit tot goedkeuring van de normen die zijn voorgesteld door de Commissie voor de normalisering van de boekhouding van de openbare socialezekerheidsinstellingen.

HOOFDSTUK XII. — *Positieve en negatieve sancties*

Pro memorie (inzake de positieve en negatieve sancties dient nog een koninklijk besluit te worden genomen).

HOOFDSTUK XIII. — *Slotbepalingen*

Art. 32. Iedere partij heeft het recht een herziening van de overeenkomst vóór de afloop ervan voor te stellen aan de andere partij. Dit voorstel is onderworpen aan dezelfde basisprocedure als deze die tot het afsluiten van de overeenkomst geleid heeft. De medecontractanten zullen geen beroep doen op deze mogelijkheid zonder voldoende ernstige redenen. Ze zullen alles in het werk stellen om ze op een snelle en constructieve manier te onderzoeken.

Art. 33. De in deze bestuursovereenkomst vervatte verbintenissen doen geen afbreuk aan de verplichting van de instelling van sociale zekerheid om op een efficiënte manier de andere wettelijke opdrachten uit te voeren die niet het voorwerp uitmaken van een specifieke doelstelling.

## Bijlage

Het globale beheerskrediet op basis van de beheersbegroting 2003 bedraagt 1.992.215 EUR en is vastgesteld in functie van de huidige opdrachten van de instelling.

Dit globale beheerskrediet wordt voor het jaar 2003 als volgt onderverdeeld :

## 1. Voor de personeelskosten

Vertrekpunt :

vermoedelijke realisaties 2002 vermeerderd met de reeds te voorziene impact van de Copernicus-hervorming : 850.000 EUR.

Conform het koninklijk besluit van 3 april 1997 werd een theoretisch maximum personeelskrediet voor het statutair personeel berekend. De berekeningsmethode steunt op de totalisering van de individuele personeelskosten, zowel de wedden als de hierop verschuldigde sociale bijdragen :

1. van het statutair personeel in dienstactiviteit, met hun dienstanciënniteit, die worden geacht voltijds te werken;
2. van de fictieve betrekkingen die nodig zijn om de personeelsformatie vol te maken; die personeelsleden worden geacht voltijds te werken.

De personeelskredieten evolueren in functie van de onderstaande factoren :

- de evolutie van de coëfficiënten voor de betaling van de lonen;
- de bevorderingen en de anciënniteit;
- de sociale programmatie voor het federale openbaar ambt, bepaald door de Minister van Ambtenarenzaken;
- alle mogelijke werkgeverslasten;
- de toepassing van de positieve sancties vastgesteld bij koninklijk besluit in geval van naleving van de verbintenissen voortvloeiend uit de bestuursovereenkomst.

Krediet 2004 = krediet 2003 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

Krediet 2005 = krediet 2004 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

## 2. Voor de werkingskosten

Krediet 2003 = 473.905 EUR.

Krediet 2004 = krediet 2003 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

Krediet 2005 = krediet 2004 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

## 3. Voor de werkingskosten informatica

Krediet 2003 = 59.350 EUR.

Krediet 2004 = krediet 2003 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

Krediet 2005 = krediet 2004 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

## 4. Voor de investeringskosten

Krediet 2003 = 608.960 EUR, opgesplitst als volgt :

- Informatica : 8.170 EUR
- Roerende investeringen : 8.170 EUR
- Onroerende investeringen : 592.620 EUR

Krediet 2004

- voor informatica en roerende investeringen : krediet 2003 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005

- voor onroerende investeringen : 185.400 EUR

Krediet 2005

- voor informatica en roerende investeringen : krediet 2004 vermeerderd met de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005

- voor onroerende investeringen : 200.800 EUR

Overzicht voor de periode 2003-2005

	2003	2004	2005
<b>Personeel</b>	<b>850.000 EUR</b>	<b>Krediet<sub>2003</sub> + (*)</b>	<b>Krediet<sub>2004</sub> + (*)</b>
Werkingskosten algemeen	473.905 EUR	Krediet <sub>2003</sub> + (*)	Krediet <sub>2004</sub> + (*)
Werkingskosten informatica	59.350 EUR	Krediet <sub>2003</sub> + (*)	Krediet <sub>2004</sub> + (*)
<b>Werkingskosten totaal</b>	<b>533.255 EUR</b>		
Investeringskosten algemeen	600.790 EUR	193.570 EUR	208.970 EUR
Investeringskosten informatica (**)	8.170 EUR	Krediet <sub>2003</sub> + (*)	Krediet <sub>2004</sub> + (*)
<b>Investeringskosten totaal</b>	<b>608.960 EUR</b>		
<b>TOTAAL</b>	<b>1.992.215 EUR</b>		

(\*) de gezondheidsindex en de door de Regering weerhouden verhoging in het kader van haar stabiliteitsprogramma 2001-2005.

(\*\*) Het Ministerieel Besluit van 12 december 1991 houdende toewijzing van bedragen afgenomen van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid kent de instelling een bedrag van 30,8 miljoen BEF (763.512,06 EUR) toe, afgenomen van het krediet geopend bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 november 1991 houdende toewijzing van de opbrengst van de stortingen ingeschreven op het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid teneinde in de financiering te voorzien van informatica- en elektronische ontwikkeling. Het saldo van dit krediet bedraagt momenteel 9.895.201 BEF (245.295,63 EUR). De instelling behoudt het recht dit bedrag aan te wenden voor de aankoop van hardware en de ontwikkeling van software, met naleving van de toepasselijke administratieve procedures.

Getekend te Brussel op 24 januari 2003.

Namens de Hulp- en verzorgingskas voor zeevarenden :

L. Hancké;  
M. Nuytemans;  
J. François;  
I. Victor;  
L. Bassez;  
R. De Ketelaere.

Namens de Belgische Staat :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE  
De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken en van de Modernisering van de Openbare Besturen,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 4638

[S - C - 2003/23055]

**17 NOVEMBRE 2003. — Arrêté royal fixant le montant de la rémunération forfaitaire et fictive afférente à l'année 2001 à prendre en considération pour le calcul de la pension de retraite des travailleurs frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur conjoint survivant**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment les articles 8 et 54, alinéa 3;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 24 janvier 1974 et 20 septembre 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que des mesures doivent être prises sans délai pour assurer la continuité du calcul et de la liquidation des pensions du régime des travailleurs salariés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La rémunération forfaitaire et fictive journalière à prendre en considération pour les journées d'activité et pour les journées assimilées à des journées d'activité lors du calcul de la pension de retraite des travailleurs frontaliers et saisonniers et de la pension de survie de leur conjoint survivant est fixée pour l'année 2002 à :

101,76 EUR (4 105 BEF) pour les hommes;

101,76 EUR (4 105 BEF) pour les femmes.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 4638

[S - C - 2003/23055]

**17 NOVEMBER 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de dagelijkse forfaitaire en fictieve bezoldiging met betrekking tot het jaar 2001 in aanmerking te nemen voor de berekening van het rustpensioen van de grens- en seizoenwerknemers en van het overlevingspensioen van hun langstlevende echtgenoot**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op de artikelen 8 en 54, derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 25, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 24 januari 1974 en 20 september 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 24 januari 1973, inzonderheid, op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat onverwijld maatregelen moeten worden genomen om de continuïteit in de berekening en vaststelling van de pensioenen in de werknemersregeling te verzekeren;

Op de voordracht van onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De dagelijkse forfaitaire en fictieve bezoldiging, in aanmerking te nemen voor de arbeidsdagen en voor de met arbeidsdagen gelijkgestelde dagen met het oog op de berekening van het rustpensioen van de grens- en seizoenwerknemers en van het overlevingspensioen van hun langstlevende echtgenoot is voor het jaar 2002 vastgesteld op :

101,76 EUR (4 105 BEF) voor de mannen;

101,76 EUR (4 105 BEF) voor de vrouwen.